



CIVIL SOCIETY
PLATFORM
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING

La Société Civile Vecteur de Changement en Temps de Crises

RAPPORT ANNUEL 2024



La guerre détruit, la paix bâtit. Dans le monde troublé d'aujourd'hui, construire la paix est un acte conscient, audacieux, voire radical. C'est la plus grande responsabilité de l'humanité.

**- António Guterres, Secrétaire
Général de l'ONU (7 juillet 2024)**



SOMMAIRE

01.	AVANT-PROPOS	01
02.	MESSAGE DES CO-PRÉSIDENTS	02
03.	RÉSUMÉ	04
04.	ACRONYMES	05
05.	À PROPOS DE LA CSPPS	06
06.	LA CSPPS DANS LE MONDE	11
07.	INTRODUCTION	12
08.	RÉSEAUTER	13
09.	AMPLIFIER	24
10.	INFLUENCER	28
11.	ACTUALITÉS DE NOS MEMBRES	35
12.	PERSPECTIVES STRATÉGIQUES POUR 2025	37

AVANT-PROPOS

Je suis très heureux de présenter le rapport annuel 2024 de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS).

Le rapport de cette année arrive dans un contexte d'incertitude et de volatilité mondiales. Avec la montée des conflits armés, de nombreux pays réorientent leurs priorités, redirigeant les budgets alloués à l'aide au développement et mettant l'accent sur les intérêts nationaux, y compris le réarmement de leurs territoires. En cette période agitée pour la consolidation de la paix et la prévention des conflits, la CSPPS a poursuivi ses efforts pour amplifier la voix et le rôle de la société civile sur la scène internationale. Alors que les pays et les organisations internationales réajustent leurs agendas, il devient encore plus crucial de renforcer la collaboration et de mobiliser les ressources nécessaires pour faire avancer l'ODD 16+.

Pour faire face à cette crise systémique, la CSPPS continue de jouer un rôle central en amplifiant l'importance cruciale des bâtisseurs de paix locaux dans la réalisation de sociétés plus pacifiques, justes et inclusives. À travers nos actions de plaidoyer et de mise en réseau, nous rappelons sans relâche aux décideurs politiques, partenaires clés et autres parties prenantes le rôle essentiel de la société civile dans ce processus.

Tout au long de l'année 2024, la CSPPS a poursuivi avec constance ses efforts pour plaider en faveur d'une réponse unifiée et résolue face aux incertitudes croissantes. Convaincue du rôle central et transversal de l'ODD 16, la Plateforme a continué à soutenir activement toutes les initiatives contribuant à sa mise en œuvre. Malgré un contexte mondial difficile, nous restons fermement engagés vers l'horizon 2030 et conscients de l'urgence de réaliser les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Qu'il s'agisse de projets émergents ou d'initiatives bien établies, nous faisons vivre notre réseau en unissant nos forces et en travaillant ensemble à tous les niveaux – par des actions de plaidoyer collectives, des échanges de connaissances, et le partage de bonnes pratiques. Dans cette dynamique, la Plateforme a rassemblé ses membres et partenaires lors de sa Conférence annuelle 2024, organisée à Berlin et en ligne.

Cet événement a offert un espace d'échange autour du thème « Renforcer la société civile dans un monde instable », permettant de réfléchir à l'état actuel de la paix, de la justice et des sociétés inclusives. À la suite de cette conférence, la CSPPS a lancé la Déclaration de Berlin, qui commente la crise actuelle et propose des recommandations clés pour renforcer la coopération et accroître l'impact collectif.

En 2024, la CSPPS a également poursuivi son engagement au sein du Dialogue international sur la consolidation de la paix et de l'État (IDPS). Dans le cadre de ce partenariat tripartite unique, nous appelons à une action concertée contre la réduction continue de l'espace civique. Avec nos partenaires du G7+ et de l'INCAF, nous avons exploré de nouveaux paramètres pour adapter ce partenariat aux réalités actuelles. La CSPPS y a présenté ses priorités, visant à réorienter notre collaboration vers un partenariat plus proactif et porteur de changement.

L'année écoulée a aussi revêtu une importance particulière, car l'ODD 16 a été passé en revue lors du Forum politique de haut niveau 2024 à New York. Dans ce cadre, la CSPPS a également été présente à la Conférence sur l'ODD 16, au Sommet pour l'avenir, au Forum sur la fragilité de la Banque mondiale, ainsi que lors de divers autres événements internationaux, pour souligner le soutien indispensable aux bâtisseurs de paix locaux et la nécessité d'investissements accrus dans des actions préventives et des initiatives en faveur de la paix.

À travers notre rapport annuel « La société civile, moteur du changement en temps de crise », nous partageons les étapes clés et les résultats marquants de l'année 2024. Les membres y présentent les activités auxquelles ils ont contribué tout au long de l'année.

Au nom de tous les membres de la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et de l'État, nous exprimons notre profonde gratitude à tous les partenaires de la CSPPS pour leur soutien constant et leur engagement à nos côtés.



Peter van Sluijs
Coordinateur de la CSPPS

MESSAGE DES CO-PRÉSIDENTS

MESSAGE DE MME ELIZABETH (LIZ) HUME - COPRÉSIDENTE DU COMITÉ EXÉCUTIF ALLIANCE FOR PEACEBUILDING [United States]

Chers membres et partenaires du réseau mondial de la CSPPS,

En tant que Directrice Exécutive de l'Alliance for Peacebuilding (AfP), je suis convaincue que le réseau de la CSPPS est aujourd'hui plus essentiel que jamais. Dans un contexte marqué par l'augmentation des budgets de la défense et la diminution des financements alloués à la prévention et à la réduction des conflits violents, nous devons impérativement œuvrer à la reconstruction du secteur de la consolidation de la paix.



Faire progresser ce secteur exige un effort collectif à l'échelle mondiale. Ensemble, nous devons relever l'un des plus grands défis de notre époque : l'ampleur historique des conflits violents et de la fragilité. Le réseau CSPPS est composé de bâtisseurs de paix engagés, qui œuvrent avec détermination pour répondre à ces défis complexes.

AfP est fier d'être membre de la CSPPS, et je suis honorée et reconnaissante d'avoir l'opportunité de siéger au sein du Comité exécutif et d'assumer le rôle de co-présidente. Malgré les reculs importants subis par le secteur, je suis convaincue que la CSPPS jouera un rôle de premier plan dans la reconstruction et l'avancement du domaine de la consolidation de la paix.

Avec mes meilleurs voeux,

Liz

MESSAGE DES CO-PRÉSIDENTS

MESSAGE DE M. CHALACHEW COPRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF POSITIVE PEACE FOR ETHIOPIA [Éthiopie]

WORKU -

Chers membres et partenaires du Réseau mondial de CSPPS,

En tant que Directeur Exécutif et fondateur de Positive Peace Ethiopia (PPE), une organisation dirigée par des jeunes et centrée sur la jeunesse, j'ai été témoin du pouvoir transformateur du travail d'équipe pour s'attaquer aux causes profondes des conflits et de la fragilité. Les menaces pesant sur la gouvernance inclusive, l'augmentation des violences et l'instabilité accentuée par le changement climatique ne sont que quelques-unes des nombreuses crises interconnectées qu'aucune organisation ne peut affronter seule. Mais lorsque différentes voix s'unissent autour d'un objectif commun – comme c'est le cas au sein de la CSPPS – nous renforçons notre capacité à tracer des chemins vers la paix.



C'est pourquoi je suis extrêmement fier de rejoindre l'incroyable Liz, venue du Nord global, en tant que co-présidente du Comité exécutif de la CSPPS. Notre collaboration constitue un lien essentiel entre le Nord et le Sud, ou entre différentes régions, et souligne l'importance d'une communication équitable ainsi que du leadership des femmes dans la consolidation de la paix. En promouvant l'ODD 16+, la prévention des conflits et le développement d'institutions garantes de justice et d'inclusion, la CSPPS demeure une source d'espoir à une époque où les conflits internationaux se multiplient et où les systèmes multilatéraux sont mis à rude épreuve.

En tant que coprésident, je m'engage à écouter, à apprendre et à tirer parti de l'expérience remarquable de ce réseau. L'engagement des membres de la CSPPS et du Secrétariat, dont les efforts constants garantissent que les bâtisseurs de paix locaux soient entendus dans les discussions internationales, m'inspire profondément. Nous devons travailler ensemble pour accorder la priorité à des idées novatrices, promouvoir les voix sous-représentées et encourager les collaborations transfrontalières.

Même si le chemin qui nous attend est semé d'embûches, je suis convaincu que des efforts collectifs fondés sur la compassion, la confiance et une responsabilité partagée peuvent faire la différence.

Enfin, je tiens à exprimer ma profonde gratitude au Comité Exécutif et au Secrétariat de la CSPPS pour la confiance qu'ils m'accordent en me confiant cette responsabilité. Votre soutien témoigne de la puissance formatrice des jeunes bâtisseurs de la paix à travers le monde, ainsi que de votre confiance dans ma vision. En tant que coprésident, je m'engage à faire en sorte que l'agenda « Jeunesse, paix et sécurité » reste au cœur de nos efforts communs, en amplifiant les voix des jeunes dès que cela est possible.

Sachant que chaque action que nous entreprenons ensemble nous rapproche un peu plus d'un avenir où la paix ne sera plus un rêve mais une réalité, avançons avec courage.

Avec gratitude et détermination,

Chalachew

RÉSUMÉ

L'année 2024 a marqué une période de turbulences et de transition importantes pour les acteurs de la société civile dans le monde entier, et la CSPPS n'y a pas échappé. Alors que les conflits existants persistent et que de nouveaux conflits éclatent, la demande d'un dialogue inclusif et de cadres solides de prévention des conflits est devenue plus urgente que jamais. Le paysage mondial de la consolidation de la paix s'est encore compliqué avec le rétrécissement de l'espace civique, l'instabilité politique et une baisse notable du soutien financier accordé aux organisations de la société civile.

Face à ces défis croissants, la CSPPS est restée déterminée à faire entendre la voix des artisans de la paix locaux et à plaider en faveur d'approches durables et locales de la prévention des conflits et de la construction de l'État. La plateforme a continué à travailler en partenariat avec les organisations membres pour naviguer dans ces dynamiques complexes, renforcer la résilience au niveau communautaire et souligner l'importance cruciale des interventions précoces et préventives.

À la lumière du paysage mondial du financement, la CSPPS a également intensifié ses efforts pour mobiliser le soutien aux OSC et appeler à un renouvellement des investissements dans les initiatives de soutien à la paix. Les leçons de 2024 soulignent le rôle essentiel de la société civile dans la construction de sociétés pacifiques et inclusives, un rôle qui doit être protégé et renforcé par des ressources accrues, des partenariats stratégiques et des engagements à long terme.

Afin d'amplifier la voix et l'action de la société civile, la Plateforme a dirigé, co-organisé et participé à des sessions clés, des tables rondes et des débats en marge des événements.

Ce rapport annuel offre une réflexion complète sur les contributions et les engagements de la CSPPS tout au long de l'année 2024. Il documente la manière dont la Plateforme a amplifié les voix de ses membres, s'est engagée dans des forums politiques mondiaux critiques et a favorisé les partenariats pour s'assurer que la société civile reste une force vitale dans les dialogues et les processus de prise de décision en matière de consolidation de la paix et de prévention. Grâce à un plaidoyer coordonné, à des réunions stratégiques et à des engagements de haut niveau, la CSPPS a veillé à ce que les préoccupations, les idées et les innovations des artisans de la paix locaux et des acteurs de terrain soient entendues au plus haut niveau.

Qu'il s'agisse de participer activement à des réunions mondiales telles que le Forum politique de haut niveau (FPHN), l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), le Sommet de l'avenir et la PeaceCon, ou de mener des campagnes et de faire des déclarations soulignant la valeur de l'ODD 16+ aux niveaux national et local, la CSPPS est restée un défenseur visible et bruyant de sociétés plus pacifiques, plus justes et plus ouvertes à tous.

ACRONYMES

- AfP** : Alliance for Peacebuilding
AGNU : Assemblée Générale des Nations Unies
AJCAD : Association de Jeunesse pour la Citoyenneté Active et la Démocratie
AJF : Alliance Just Future
APT : Afghans for Progressive Thinking
CAD : Comité d'aide au développement de l'OCDE
BMZ : Ministère Fédéral pour la Coopération Économique et le Développement
CAD : Comité d'Assistance au Développement
CSPPS : Plateforme de la Société Civile sur la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'État
CE : Comité Exécutif
CEDEAO : Communauté Économique des Etats de l'Afriques de l'Ouest
CG : Core Group / Groupe Restreint
COP : Conférence des Parties
CYPLP : Children and Young People Living for Peace
EP : Equipes-Pays CSPPS
FNSS : Forum National du Soudan du Sud
FPHN : Forum Politique de Haut Niveau
FriEnt: Le Groupe de Travail sur la Paix et le Développement
g7+ : Gouvernements du groupe g7+
HDP : Nexus Humanitaire-Développement-Paix
IDLO : Organisation Internationale de droit du développement
IDPS : Dialogue International sur la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'État
INCAF : Réseau International sur les Conflits et la Fragilité
JPS: jeunesse, paix et sécurité
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique
ODD : Objectifs de développement durable
ODD16 : Objectif de développement durable sur des sociétés pacifiques, justes et inclusives
ONU : Organisation des Nations Unies
OPF : Organisation Point Focal
OSC : Organisation (s) de la société civile
PCSED : Plateforme de Connaissance "Sécurité et Etat de droit"
PFA : Point focal adjoint
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
PRIE : Programme de Recherche Internationale par les Étudiants
RA : Rapport Annuel
RPF : Représentant Point Focal
RNV : Revue Nationale Volontaire
RPU : Revue Périodique Universelle
SpA : Sommet pour l'Avenir
TAA: Tiro Association for Art
TAP : Réseau TAP (Transparence, responsabilité et participation pour l'agenda 2030)
UA : Union Africaine
UNOY : Réseau Uni de Jeunes Bâisseurs de la Paix
V4G : Vision for Generation

À PROPOS DE LA CSPPS

QUI SOMMES NOUS

NOTRE IDENTITÉ : CSPPS rassemble une représentation diversifiée d'acteurs de la société civile à l'échelle mondiale, provenant à la fois de pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence, ainsi que d'organisations internationales de la société civile œuvrant dans les domaines de la consolidation de la paix, de la prévention des conflits et du développement aux niveaux national, régional et mondial. CSPPS soutient les interventions dans les pays afin d'amplifier la voix de la société civile dans les dialogues politiques et les processus politiques associés. À l'échelle mondiale, CSPPS représente la société civile au sein du Dialogue International sur la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'État (IDPS), un partenariat stratégique tripartite de dialogue politique rassemblant des acteurs de la société civile, des gouvernements du groupe G7+ et des donateurs représentés par le Réseau international sur les conflits et la fragilité (INCAF).

NOTRE VISION: Au sein de CSPPS, nous aspirons à une collaboration internationale qui favorise une paix durable et un développement inclusif pour toutes et tous.

CE QUE NOUS FAISONS

NOTRE MISSION : Notre mission est de renforcer la voix et les capacités de la société civile afin qu'elle puisse s'engager efficacement dans les processus de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, et les influencer, en tant que contribution essentielle à la prévention des crises, à la paix durable et au développement pour toutes et tous.

NOTRE THÉORIE DU CHANGEMENT : Si nous parvenons à façonner et influencer les structures et processus mondiaux et nationaux pour traiter les causes profondes des conflits destructeurs et renforcer la résilience, alors les pays et leurs citoyens auront moins recours aux conflits violents, car ils disposent de moyens pour gérer leurs griefs et améliorer leur qualité de vie.

NOS OBJECTIFS :

- Renforcer et élargir l'engagement et l'inclusion de la société civile dans les processus de consolidation de la paix et de prévention des conflits.
- Influencer les politiques de prévention des conflits, de consolidation de la paix et de développement à tous les niveaux.
- Façonner et contribuer au Dialogue International (IDPS), aux Objectifs de Développement Durable et aux processus humanitaires en y intégrant les valeurs de la consolidation de la paix.

À PROPOS DE LA CSPPS

NOTRE STRATÉGIE

MISE EN RÉSEAU : Engagement direct, partenariats et plaidoyer dans le cadre du Dialogue International sur la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'État (IDPS), et dialogues politiques avec les parties prenantes concernées dans des domaines connexes. Expansion du réseau CSPPS par l'engagement de nouveaux partenaires de la société civile et le soutien à la création d'équipes nationales dynamiques dans les pays du g7+.

AMPLIFICATION : Consolidation et renforcement des coalitions de la société civile grâce au renforcement des capacités, à l'apprentissage entre pairs et au soutien technique. Assurer une participation coordonnée de la société civile dans les processus de l'IDPS et de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

INFLUENCER : Poursuite du plaidoyer à l'échelle mondiale pour le respect et la reconnaissance des valeurs et principes de consolidation de la paix, et promotion de processus inclusifs à tous les niveaux. Accent mis sur les causes profondes des conflits et de la fragilité, tout en recherchant un soutien pour les actions préventives et les initiatives favorisant la paix.

CE QUI NOUS DÉMARQUE

UNE PRIORITÉ À LA SOCIÉTÉ CIVILE : Ces dernières années, les initiatives et programmes de consolidation de la paix et de prévention des conflits ont accordé un soutien croissant aux organisations de la société civile, reconnaissant leur rôle central dans les arènes nationales et internationales.

RELATION NORD-SUD : CSPPS est un réseau mondial d'organisations de la société civile, ainsi que de praticiens, experts et universitaires issus du Sud et du Nord globaux. Nous favorisons un dialogue continu, un apprentissage commun et des échanges enrichissants sur les tendances émergentes et les grandes questions de politique.

COOPÉRATION SUD-SUD : CSPPS œuvre pour un rééquilibrage des dynamiques de pouvoir dans la promotion et la mise en œuvre des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix. À cet effet, les échanges Sud-Sud et l'apprentissage entre pairs sont essentiels. Cela se concrétise par l'engagement des membres CSPPS à travers l'organisation de dialogues régionaux de l'IDPS, les réunions bimensuelles du Core Group (Groupe Restreint) CSPPS et le programme *Just Future*.

UN PILIER DE L'IDPS : CSPPS est un acteur essentiel du Dialogue International sur la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'État (IDPS), un partenariat tripartite unique réunissant des représentants gouvernementaux de pays fragiles, des donateurs internationaux et la société civile. Il offre un espace formel où la société civile peut exprimer ses préoccupations sur des aspects cruciaux de l'agenda de la consolidation de la paix.

À PROPOS DE LA CSPPS

ACTION POUR L'ODD16+ : CSPPS agit sur l'Agenda 2030 à travers le prisme de l'ODD16+. Cela inclut l'ancrage de l'ODD16+ dans les contextes locaux via des consultations significatives avec la société civile et les autorités, afin de définir les priorités d'action. L'objectif est de localiser l'ODD16+ en partenariat avec les gouvernements pour catalyser des processus de développement plus inclusifs, alignés sur les cibles de l'ODD16+ et propices à un dialogue continu entre les parties prenantes. Le Secrétariat joue un rôle actif dans la sensibilisation aux contributions de la société civile à l'IDPS, à l'Agenda 2030 et à des domaines politiques connexes. Il organise également des événements parallèles en marge des initiatives dirigées par la société civile ou les gouvernements, pour discuter de l'ODD16, de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits.

COMMENT LA PLATEFORME FONCTIONNE

1. STRUCTURE INTERNE

Au cœur du réseau se trouvent des équipes nationales d'organisations de la société civile dans les vingt pays du G7+ et au-delà, tous touchés par la fragilité, les conflits et la violence.

À l'échelle nationale, ces équipes sont coordonnées par une **Organisation Point Focal** (OPF). En tant que membres de CSPPS, les OPF réunissent les coalitions locales de la société civile en **Équipes-Pays** CSPPS (EP), fournissent des analyses, mènent des actions de plaidoyer, coordonnent les activités (renforcement des capacités, sensibilisation, communication médiatique), et facilitent la participation de la société civile aux réunions avec les gouvernements et autres acteurs.

- Le **Groupe Restreint ou Core Group** (CG) est l'organe principal de la plateforme CSPPS, où les décisions relatives à l'engagement et à la direction des processus de consolidation de la paix et de prévention des conflits sont prises. Il regroupe les OPF, les membres de CSPPS et des experts.
- Un **Comité Exécutif** (CE) élu, sous-ensemble des membres, assiste le Secrétariat dans la prise de décisions quotidiennes et fournit des conseils sur les priorités de la Plateforme. Le CE est dirigé par deux coprésidents (un du Sud et un du Nord), et compte neuf membres élus tous les deux ans. Ce système vise à refléter les valeurs fondamentales de CSPPS : inclusion et représentation équitable de ses membres dans le monde entier.
- Le **Secrétariat** de la CSPPS est coordonné et hébergé par Cordaid, basé à La Haye, aux Pays-Bas. Il assure le bon fonctionnement du CG, du CE et la participation de la société civile aux événements de l'IDPS. Il facilite les dialogues entre membres et diffuse des informations sur leurs activités.

1. Le CE est composé de Mme. Elizabeth Hume & M. Chalachew Worku comme co-présidents, et de M. Peter van Sluijs, Mme. Adama Dicko, Mme. Gwendolyn S. Myers, Mme. Marie-Marguerite B. Clérié, M. Musa Ansumana Soko, M. Marjus Cevoli, M. Taban A. Christopher

À PROPOS DE LA CSPPS

Ensemble, le Core Group (CG), le Comité Exécutif et le Secrétariat travaillent à amplifier la voix et l'action de la société civile, à renforcer le réseau des organisations œuvrant pour la paix et la prévention des conflits, et à faire en sorte que la société civile soit largement et efficacement représentée dans les processus nationaux.

COMMENT LA PLATEFORME FONCTIONNE

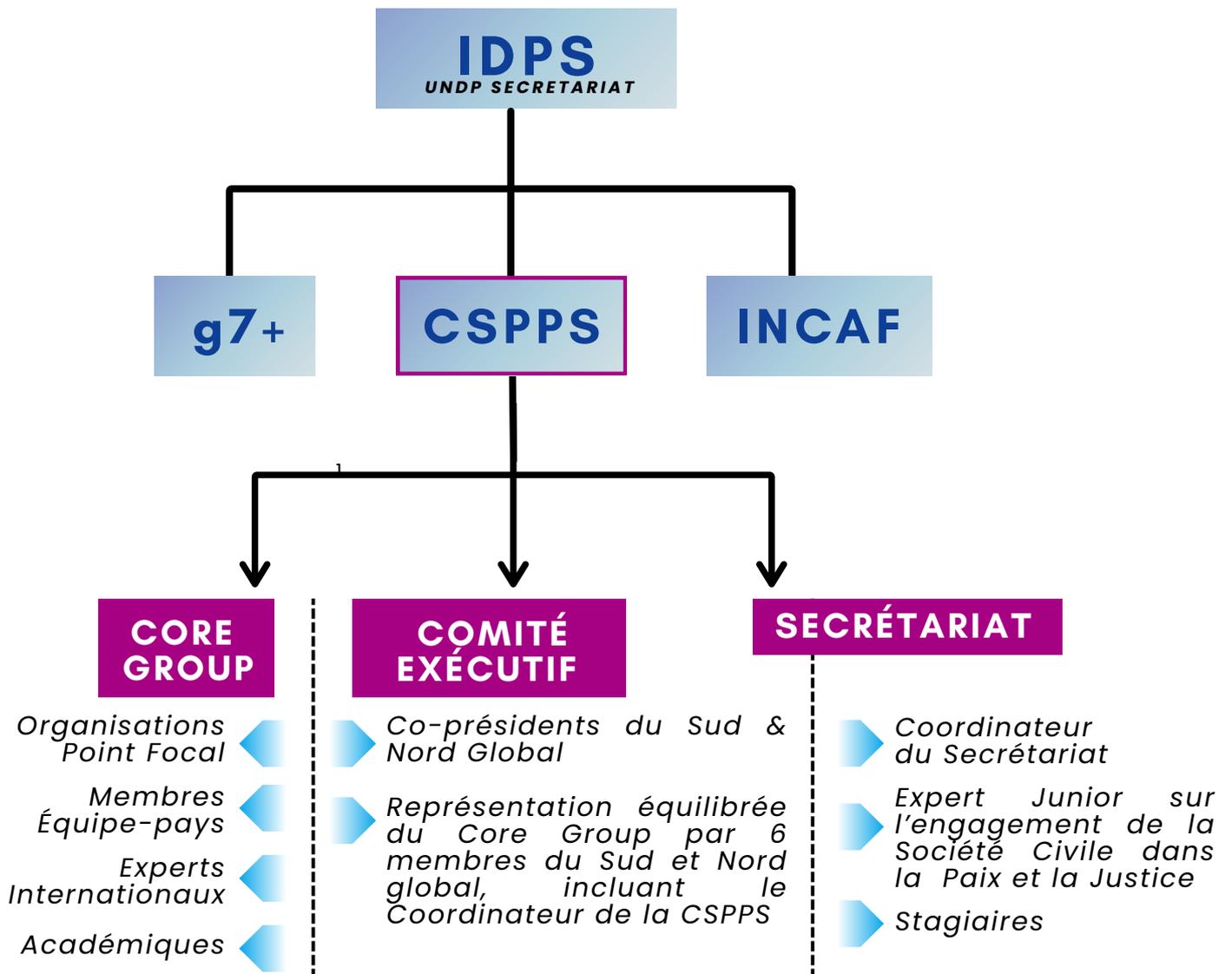
2. AU SEIN DU DIALOGUE INTERNATIONAL

CSPPS coordonne et soutient la participation de la société civile au Dialogue International sur la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'État (IDPS). Ce partenariat tripartite unique facilite le dialogue, l'apprentissage mutuel, l'action commune et la redevabilité pour une paix inclusive et efficace, entre les donateurs (INCAF), les gouvernements de pays touchés par les conflits (g7+) et la société civile (CSPPS).

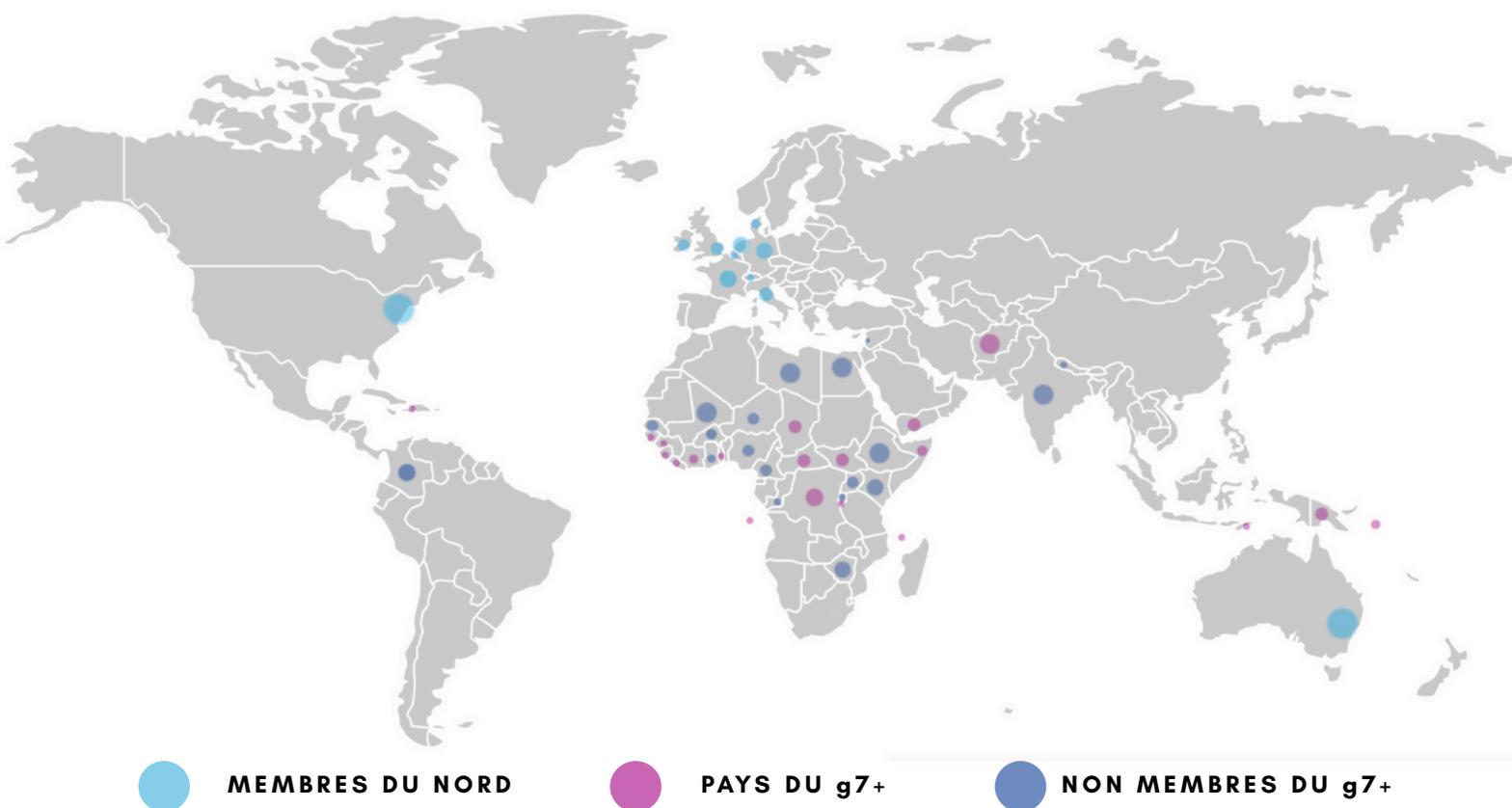
Le Réseau international sur les conflits et la fragilité (INCAF) regroupe les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE et des agences multilatérales clés, œuvrant dans des contextes fragiles ou affectés par des conflits. Le g7+ est une association volontaire de pays ayant connu ou connaissant des conflits, en transition vers la consolidation démocratique.

Ce **partenariat tripartite** a permis l'élaboration du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles, signé en 2011 par plus de 40 pays et organisations au 4e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Busan, en Corée. Le **New Deal** vise à éviter les solutions fragmentées en promouvant un cadre global pour aider les pays à sortir de la fragilité. Au cœur de cette approche se trouvent les principes du New Deal (Peacebuilding Sustainable Goals, FOCUS et TRUST), qui orientent l'action des trois parties prenantes de l'IDPS pour relever les défis liés à l'ODD16+.

À PROPOS DE LA CSPPS



LA CSPPS DANS LE MONDE



**DES ORGANISATIONS MEMBRES
ISSUES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
DANS LES 20 PAYS DU g7+**

**DES ORGANISATIONS MEMBRES
ISSUES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
DANS 19 PAYS HORS g7+**

**DES ORGANISATIONS
MEMBRES INTERNATIONALES
DANS 11 PAYS**

INTRODUCTION

L'année 2024 a été un moment déterminant pour la société civile à l'échelle mondiale. Elle a été marquée par la turbulence, la transition et la ténacité. Sur fond de conflits prolongés et de nouvelles crises émergentes, l'espace d'engagement civique a continué de se rétrécir, les soutiens financiers aux organisations de la société civile ont diminué, et l'instabilité s'est accentuée – des conséquences à la fois des effets persistants de la pandémie de Covid-19, des tensions et guerres croissantes à travers le monde, mais aussi de l'aggravation de la crise climatique.

Dans ce contexte mondial instable, les tensions croissantes et l'émergence de nouveaux conflits ont mis à rude épreuve la sécurité internationale et la coopération multilatérale. Parmi les foyers de tension et d'instabilité majeurs, on compte l'escalade des violences au Moyen-Orient, la poursuite de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, ainsi que les conflits en Éthiopie, en Haïti, au Myanmar, au Soudan et dans la région du Sahel. Face à cette situation, la nécessité d'un dialogue inclusif, d'une prévention précoce des conflits et d'initiatives de consolidation de la paix menées localement est devenue non seulement plus urgente, mais absolument essentielle.

Pour la CSPPS, 2024 a été une année à la fois de défis et d'engagements. En dépit d'un environnement extérieur complexe et souvent décourageant, la Plateforme est restée fidèle à sa mission : faire entendre la voix des bâtisseurs de paix locaux, renforcer les capacités de la société civile, et plaider en faveur d'approches durables et inclusives de la consolidation de la paix et de la construction de l'État. Alors que l'espace civique se rétrécissait et que les sources de financement s'amenuisent, la CSPPS a redoublé d'efforts en s'appuyant sur ses valeurs fondamentales que sont la solidarité, la résilience et la collaboration, tout en œuvrant activement à mobiliser du soutien pour les acteurs de la paix en première ligne.

Comme le montre ce rapport, 2024 a mis à l'épreuve la détermination de la société civile mondiale. Mais cette année a également réaffirmé la force de l'action collective, l'importance du leadership local et le besoin d'investissements continus et à long terme pour la paix. À travers son plaidoyer, ses partenariats et sa capacité de mobilisation, la CSPPS a œuvré pour que la société civile reste au cœur des efforts mondiaux de consolidation de la paix – et pour que ses contributions soient reconnues, soutenues et pérennisées.

Tout comme les années précédentes, la CSPPS a pu compter sur le soutien essentiel de ses partenaires pour mener à bien sa mission de représentation des organisations de la société civile en ces temps difficiles. En 2024, l'appui financier du Ministère néerlandais des Affaires étrangères et du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement a joué un rôle clé dans la poursuite des efforts vers la réalisation des objectifs de l'ODD 16 et de l'Agenda 2030 plus largement.

RÉSEAUTER
RÉSEAUTER
RÉSEAUTER
RÉSEAUTER
RÉSEAUTER



RÉSEAUTER

Dans un monde de plus en plus interconnecté, la capacité à établir et à maintenir des partenariats stratégiques est vitale pour faire progresser la paix, la justice et la gouvernance inclusive. Pour la CSPPS, le travail en réseau n'est pas seulement une question de connexion, mais aussi de collaboration dans un but précis. En tant que partenaire clé de l'Alliance Just Future, la CSPPS tire parti de son influence sur la société civile mondiale pour renforcer les acteurs de la société civile locale. Grâce à la mise en réseau, la CSPPS renforce son plaidoyer en cultivant des espaces d'apprentissage mutuel, d'échange de connaissances et d'action commune. Cette section explore les diverses manières dont la CSPPS construit et active son réseau pour conduire un changement systémique et contribuer de manière significative à l'apprentissage entre pairs. En ce sens, l'un de nos objectifs en tant que Plateforme est de cultiver notre réseau et de faciliter son expansion : c'est pourquoi nous accueillons continuellement de nouveaux membres, y compris de nouveaux pays à travers le monde.

ACCUEIL DE NOUVEAUX MEMBRES ET ÉLARGISSEMENTS DES ÉQUIPES-PAYS

En tant que réseau mondial d'organisations de la société civile, la CSPPS cherche toujours à accueillir de nouveaux membres qui partagent nos valeurs et nos objectifs pour renforcer les efforts de plaidoyer. Nous sommes convaincus que notre force réside dans nos membres, car lorsque tous les membres de la CSPPS travaillent ensemble et partagent leurs propres perspectives, nous avons le potentiel d'avoir un impact significatif à tous les niveaux sur les questions liées à la prévention des conflits, à la consolidation de la paix et à la construction de l'État. Vous trouverez ci-dessous quelques organisations qui ont rejoint la CSPPS, établissant une présence dans de nouveaux pays, et d'autres qui ont rejoint les équipes nationales de la CSPPS, élargissant ainsi notre présence et notre influence.

CHILDREN AND YOUNG PEOPLE LIVING FOR PEACE

NIGÉRIA

En avril, la CSPPS a accueilli une nouvelle organisation du Nigeria, Children and Young People Living for Peace (CYPLP). L'objectif de CYPLP est de promouvoir les droits des travailleurs et leur bien-être, tout en encourageant la collaboration, l'innovation et le développement durable dans les communautés locales. CYPLP aide les employés et les employeurs à trouver des emplois décents, à renforcer les institutions et à garantir la justice pour tous. L'organisation adapte les normes internationales et régionales aux réalités locales et améliore la compréhension et la mise en œuvre des mécanismes de l'ONU, de l'UA et de la CEDEAO.

CYPLP implique les jeunes dans les communautés de base, les formant en tant que champions de la paix qui dirigent les efforts de construction de la paix au niveau local par le biais de petites actions. L'organisation promeut également le développement durable par le biais de partenariats avec le secteur privé, mène des recherches pour s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et de l'injustice, et élabore des solutions fondées sur des données probantes. Ses principes mettent l'accent sur la transparence, la responsabilité, l'équité et des partenariats solides pour un avenir plus juste et plus durable.

FUNDACIÓN LATIR, EQUIDAD EN EL MUNDO

📍 COLOMBIE

La Fundación LATIR, Equidad en el Mundo, est une organisation dirigée par des jeunes et axée sur les jeunes, qui se consacre à l'éducation à la paix en Colombie. Elle vise à renforcer les compétences socio-émotionnelles et les outils de résolution non violente des conflits dans les zones rurales de Colombie, afin de lutter contre le conflit et la violence actuels. En même temps, elle met l'accent sur l'éducation à la paix, la réduction du chômage des jeunes et la direction d'une recherche sur l'agenda YPS qui a conduit à la formation d'une coalition nationale pour la jeunesse, la paix et la sécurité en Colombie.

Natalia Peláez Pérez, fondatrice de l'organisation et point focal de la CSPPS, a discuté avec le secrétariat de son adhésion à la Plateforme : « *Nous voulions rassembler des organisations qui pourraient participer à une conversation nationale et internationale autour de l'agenda de la JPS d'un point de vue colombien* ».



Les activités de la Fundación LATIR comprennent l'amélioration de l'espace civique et la promotion de l'inclusion par le biais de programmes éducatifs et d'initiatives communautaires, notamment en travaillant avec des écoles situées dans des zones rurales et mal desservies afin de garantir une participation significative et inclusive des enseignants, des étudiants, des éducateurs et des soignants.



La Fundación LATIR était présente au dialogue ONU-OSC l'année dernière et a noué des liens avec un certain nombre d'organisations, y compris d'Amérique latine. « *Grâce à cet espace, nous avons pu participer aux côtés de la CSPPS et rencontrer des organisations colombiennes qui font maintenant partie de la coalition colombienne sur l'agenda JPS* », explique Natalia. Elle poursuit : « *La CSPPS nous a aidé à participer plus efficacement au niveau international en matière de plaider pour la construction de la paix. Il a été important pour nous d'être perçus comme des voix de premier plan dans le domaine de la construction de la paix en Colombie* ».

Cette adhésion représente la première et unique représentation de l'Amérique latine pour la CSPPS, ce qui donne une perspective plus large aux questions de consolidation de la paix et de prévention des conflits au sein de la Plateforme.

En réfléchissant à cette année et en prévoyant des opportunités pour 2025, Natalia a poursuivi : « ***J'aimerais plaider davantage pour la prévention et l'éducation à la paix en Colombie. Nous sommes maintenant dans une meilleure position pour commencer à inviter d'autres organisations de Colombie et de la région à nous rejoindre*** », a-t-elle conclu, soulignant une vision visant à renforcer la participation régionale dans la construction de la paix et le plaidoyer des jeunes.

SUSTAINABLE FUTURE AFRICA FOUNDATION

KENYA

La fondation Sustainable Futures Africa (SFA) a rejoint le CSPPS en novembre 2024. SFA est située au Kenya et est une fondation familiale qui s'engage à combler les fossés générationnels grâce à des stratégies intergénérationnelles innovantes, en mettant principalement l'accent sur la durabilité environnementale, la coexistence pacifique et la continuité générationnelle. Son objectif est de faciliter le dialogue et la collaboration entre les générations afin de promouvoir la coexistence pacifique et la restauration de l'environnement. Les principales activités de l'organisation comprennent l'organisation de dialogues intergénérationnels mensuels sur la paix et la durabilité, ainsi que des programmes de mentorat intergénérationnel dans tout le pays afin de cultiver des communautés prospères et connectées.

INITIATIVE PLUS

CONGO-BRAZZAVILLE

Initiative Plus a rejoint l'équipe du Congo-Brazzaville au second semestre 2024. Cette organisation de défense des droits humains et de l'environnement est basée à Nkayi, dans le département de la Bouenza. Le département de la Bouenza abrite un certain nombre d'entreprises minières et agro-industrielles qui ont un impact négatif sur la vie des populations locales. Avec l'assistance technique de l'International Center on Nonviolent Conflict (ICNC), Initiative Plus organise cette année (2024) des formations pour les jeunes en milieu communautaire et scolaire sur les stratégies de résolution non violente des conflits. L'objectif de ces formations est de réduire les réactions violentes des populations locales face à la pollution causée par les entreprises implantées dans le département de la Bouenza, où Initiative Plus concentre ses activités.

FACILITER LA COORDINATION AU SEIN DE LA PLATEFORME : LE GUIDE COMPLET POUR LES POINTS FOCaux

En 2024, le Secrétariat a redéfini la coordination interne au sein de la Plateforme, afin d'optimiser les canaux de communication avec les membres, les opportunités de mise en réseau et les échanges d'apprentissage croisé. Pour ce faire, le Secrétariat a organisé un webinar au cours duquel les représentants des points focaux et leurs adjoints ont apporté des contributions sur la manière de mieux définir leur rôle et leurs responsabilités face au nombre croissant de demandes d'adhésion aux réseaux et aux projets de communication. Le Secrétariat a rassemblé ces contributions et a lancé une boîte à outils pour les points focaux afin d'améliorer la coordination et la coopération aux niveaux national, régional et international.

L'ALLIANCE JUST FUTURE



La CSPPS est le partenaire de mise en réseau de l'Alliance Just Future, un partenariat quinquennal lancé en 2021 et financé par le ministère néerlandais des affaires étrangères. Il vise à améliorer la sécurité, la justice et la politique inclusive dans les processus de prise de décision grâce à des réseaux coordonnés de lobbying, de plaidoyer et de soutien aux OSC. Le programme Just Future travaille dans six pays, notamment l'Afghanistan, le Burundi, la République démocratique du Congo, le Soudan du Sud, le Niger et le Mali.

En 2024, la CSPPS a continué d'organiser ses réunions mensuelles de réseautage Just Future, permettant aux partenaires de Just Future de partager leurs points de vue sur les défis locaux, régionaux et internationaux, les succès et plus encore. Plus précisément, le « Just Future Deep Dive » permet aux partenaires de partager des mises à jour de leurs contextes nationaux et de leurs approches du plaidoyer en favorisant l'apprentissage mutuel et l'échange de bonnes pratiques. Tout au long de l'année, divers partenaires du consortium ont participé aux réunions en mettant l'accent sur une série de questions, telles que leurs efforts en faveur de l'agenda Jeunesse, Paix et Sécurité, de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité, de l'examen national volontaire ou encore de l'outil pour les femmes défenseurs des droits de l'homme. Les participants ont bénéficié d'informations précieuses de la part de leurs pairs, ce qui leur a permis d'affiner leurs stratégies de plaidoyer et leurs solutions sur la base d'expériences partagées. Les échanges contribuent à façonner les futures méthodes de renforcement des capacités, en veillant à ce qu'elles soient pertinentes et efficaces. En outre, ces sessions fournissent une plateforme pour communiquer les besoins spécifiques et affiner les stratégies de développement des capacités pour les partenaires de Just Future. Cela a renforcé les contacts, les liens et la collaboration entre les partenaires afin de travailler ensemble, d'apprendre les uns des autres et de rechercher des synergies là où c'est possible.

UNIR NOS FORCES AVEC DES ACTEURS EXTÉRIEURS

En 2024, la CSPPS a maintenu des liens solides avec ses partenaires de longue date en poursuivant les initiatives de collaboration en cours, tout en favorisant de nouveaux partenariats au sein de son réseau élargi de la société civile.

La CSPPS a poursuivi son engagement en tant que membre du Comité directeur de la Coalition mondiale SDG16+, qui réunit des réseaux, des initiatives et des organisations déterminés à plaider en faveur des progrès de l'ODD 16. Le Secrétariat a également maintenu son étroite collaboration avec le réseau TAP (Transparence, responsabilité et participation pour l'agenda 2030) à travers une série d'initiatives et de projets conjoints. Le réseau TAP est une vaste coalition internationale d'organisations de la société civile qui s'emploie à faire progresser l'ODD 16 et à promouvoir la responsabilité dans le cadre de l'Agenda 2030.



Au niveau bilatéral, la CSPPS a partagé les meilleures pratiques et s'est engagée dans des efforts de collaboration avec des partenaires tels que UNOY, Cordaid et d'autres organisations (voir ci-dessous). Grâce à ces partenariats stratégiques, la Plateforme a cherché à cultiver des connexions significatives et centrées sur l'humain qui renforcent l'action collective vers la mise en œuvre de l'ODD16 et améliorent le soutien et les ressources disponibles pour son réseau.

PROJET DE RECHERCHE EN COLLABORATION AVEC L'IRSP / UNIVERSITÉ DE GRONINGEN

La CSPPS a collaboré avec le programme de recherche internationale par les étudiants (IRSP) de l'Université de Groningen, qui a mené un projet de recherche sur l'examen de l'ODD 16+. Avec la collaboration de l'équipe au Soudan du Sud, ce projet aboutit à la rédaction d'un rapport sur Le rôle des organisations de la société civile sud-soudanaise dans la mise en œuvre de l'ODD 16+. Le rapport met en lumière les défis auxquels le pays est confronté, notamment les tensions ethniques, les groupes armés rebelles, l'ingérence de l'État, le manque de capital humain et de financement insuffisant. Pour répondre à ces défis, le rapport recommande de renforcer les capacités des OSC grâce à une collaboration avec des partenaires internationaux, d'améliorer la coordination à travers le Forum national du Soudan du Sud, et d'utiliser les médias comme la radio pour élargir la sensibilisation. Il suggère également que les organisations internationales, l'ONU et le gouvernement sud-soudanais jouent un rôle de soutien pour améliorer la sécurité, la logistique et l'environnement opérationnel des OSC.

COP 29 : NEXUS CLIMAT, PAIX ET SÉCURITÉ & FINANCEMENT DE LA JUSTICE CLIMATIQUE

La CSPPS et Cordaid ont co-rédigé un document de position à l'occasion de la COP29 intitulé « Financer la justice climatique dans les contextes fragiles et affectés par les conflits ». En lien avec le thème principal de la COP29 sur le financement de la justice climatique, CSPPS et Cordaid plaident pour des mécanismes de financement dirigés localement et des approches intégrées dans les contextes fragiles et en conflit, motivés par une volonté commune de défendre les populations directement touchées par le changement climatique.

De plus, la CSPPS et deux de ses organisations membres, Search for Common Ground et International Alert, ont co-organisé un événement parallèle intitulé : « Renforcer l'action climatique dans les États fragiles : quels obstacles et comment les surmonter ? ». Cette session a abordé la reconnaissance croissante de l'intersection entre l'action climatique et la consolidation de la paix dans les États fragiles en matière de financement, ainsi que les lacunes restantes dans le traitement de ces enjeux.

Tout au long de l'année, la CSPPS a également participé activement au sein du groupe Peace@COP dans le cadre de la communauté ECCP, et a, à ce titre, apporté son soutien aux principes de la COP29 et au document d'orientation politique.

PEACECON 2024 – CONFÉRENCE AFP

Dans le cadre de la Conférence pour la Paix 2024, organisée par l'Alliance for Peacebuilding du 10 au 12 septembre, Peter van Sluijs, coordinateur du CSPPS, est intervenu lors de la séance plénière de haut niveau intitulée : « Faire avancer et renforcer le domaine de la consolidation de la paix : Le statu quo ne suffit plus ». Il était accompagné de Shamil Idriss (Search for Common Ground) et de l'ambassadeur George E. Moose (USIP). Cette conférence a permis aux acteurs du domaine de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits d'échanger sur les moyens de mobiliser l'opinion publique, les décideurs, les bailleurs de fonds et le secteur privé pour faire avancer la prévention des conflits dans un monde confronté à une fragilité et une violence croissantes.

BUSARA ET CONSULTATIONS DU GROUPE FRAGILITÉ, CONFLITS ET VIOLENCE DE LA BANQUE MONDIALE SUR LE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE

En novembre 2024, Busara a organisé une série d'ateliers de consultation en collaboration avec le Groupe Fragilité, Conflits et Violence (FCV) de la Banque mondiale, afin de discuter des moyens de renforcer la résilience dans les contextes FCV. Ces ateliers ont rassemblé des experts interdisciplinaires et des praticiens, y compris ceux ayant une expérience de terrain, pour générer des recommandations concrètes et élaborer des stratégies de renforcement de la résilience dans ces contextes. Le CSPPS a invité ses membres à y participer afin de partager leurs expériences sur les défis et les opportunités dans ces environnements complexes.

SIPRI FORUM ON PEACE AND DEVELOPMENT

En mai, dans le cadre du Forum de Stockholm sur la paix et le développement 2024 organisé par le SIPRI, la CSPPS, en partenariat avec l'Alliance for Peacebuilding et XCEPT, a co-organisé une session intitulée : « Réponses coordonnées aux conflits climatiques : études de cas sur les politiques de prévention en Afrique de l'Ouest côtière ». Cette session s'inscrit dans l'effort plus large de la Plateforme visant à encourager la collaboration entre les secteurs humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix. Le Forum a constitué un espace innovant d'échange ouvert, permettant aux participants de partager des connaissances, explorer de nouvelles pratiques et discuter des politiques en cours d'élaboration.



DIALOGUE CAD-ONU SUR LE NEXUS HDP

En avril 2024, le CSPPS a représenté la société civile lors du Dialogue CAD-ONU sur le Nexus HDP à Paris, pour présenter un rapport d'évaluation sur la mise en œuvre des recommandations du CAD sur le Nexus. Le rapport, intitulé : « Le Nexus en pratique – Rapport de suivi du Groupe thématique Paix & Sécurité du Groupe de référence OSC-CAD », a été réalisé en partenariat avec Reality of Aid – Asie Pacifique (RoA-AP) et le Conseil international des agences bénévoles. Basé sur une enquête mondiale et des consultations de la société civile, ce rapport met en évidence trois défis principaux : le manque de volonté politique des bailleurs de fonds, l'absence de priorisation de la paix et de la prévention dans les programmes HDP, un financement insuffisant et fragmenté.

VERS UN PARTENARIAT "ADAPTÉ À L'AVENIR" : REVITALISER LE DIALOGUE INTERNATIONAL

Une nouvelle phase de l'IDPS a été lancée en 2022, avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) assumant les fonctions de Secrétariat de l'IDPS. Dans ce cadre, une Vision de la Paix 2022-2024 a été définie afin d'expliquer comment le partenariat, avec ses différentes composantes, allait renforcer l'action collective en matière de consolidation de la paix à tous les niveaux. Tout au long de cette année, diverses activités ont été menées par les parties prenantes dans le cadre du processus visant à rendre l'IDPS « adapté au futur ».

Tout d'abord, une délégation du CSPPS a participé à la réunion du groupe de pilotage de l'IDPS, à la fois en ligne et en présentiel à Paris, en mai 2024. Durant ces deux journées, la délégation du CSPPS, avec les représentants de l'INCAF et du g7+, ont convenu qu'il était nécessaire de travailler sur un nouvel accord pour l'IDPS, afin de le rendre plus adapté à l'évolution du monde actuel. Dans la foulée, la CSPPS a partagé un document de réflexion intitulé « Priorités pour un partenariat proactif et impactant », présentant des éléments que la Plateforme estime essentiels à prendre en compte dans le cadre de ce processus de révision stratégique. Au cours de l'été, les consultations entre les partenaires de l'IDPS ont continué, permettant aux différentes parties de tracer une voie commune pour l'avenir de ce partenariat unique.

Les prochaines étapes convenues ont ensuite été mises en œuvre à l'automne 2024, avec une révision du plan de travail de l'IDPS et une décision sur les étapes clés pour faire avancer le partenariat vers 2025. Le réengagement d'un groupe de bailleurs de fonds de l'INCAF au Dialogue international a été salué, un quintette de donateurs remplaçant le Canada en tant que coprésidence du côté des donateurs, avec la Suisse prenant le relais de la coprésidence du Dialogue international.

Dans ce contexte, l'IDPS a continué d'organiser des événements avec des parties prenantes clés de la consolidation de la paix, notamment des OSC, des institutions financières internationales, des organisations régionales, des autorités nationales et des partenaires au développement. L'IDPS a tenu un Dialogue sur l'Afrique de l'Ouest côtière à Accra, au Ghana, en mars 2024. Un mois plus tard, les composantes de l'IDPS se sont réunies à Amman, en Jordanie, pour l'échange sur la Jeunesse, Paix et Sécurité. Lisez les retours de nos membres sur ces événements ci-dessous.



RÉFLEXIONS SUR

L'ÉCHANGE IDPS SUR LA JEUNESSE, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ par SAJI PRELIS [Search for Common Ground]

1/2



L'échange 2024 sur la jeunesse, la paix et la sécurité organisé à Amman s'est révélé à la fois opportun et révélateur. En tant que modérateur de la session 3 sur les enseignements tirés des initiatives nationales et régionales, j'ai pu constater de première main la dynamique croissante autour des Plans d'action nationaux (PAN) sur la JPS, tout en identifiant des lacunes critiques qui exigent notre attention immédiate.

Cet échange a mis en lumière des avancées encourageantes, notamment l'augmentation du nombre de pays élaborant des stratégies JPS. Toutefois, une tendance préoccupante est également apparue : de nombreux États adoptent une approche axée sur le produit final des PAN, plutôt que de s'engager dans une démarche fondamentalement axée sur le processus de participation des jeunes, et sur ce qu'implique la construction d'une confiance durable entre les générations. Cette observation prend une résonance d'autant plus forte dans le contexte mondial difficile de 2025.

Un enseignement clé issu de cet échange est que convier les jeunes à une « table brisée » ne fait que perpétuer des promesses non tenues. Un véritable partenariat avec la jeunesse exige une transformation systémique en profondeur, ainsi qu'un engagement stratégique et patient afin de construire de nouveaux paradigmes politiques et sociaux. Ces nouveaux cadres doivent reconnaître les jeunes comme des partenaires légitimes dans les efforts de paix et de sécurité à tous les niveaux – local, national, régional et international. En outre, les institutions doivent intégrer ces normes afin de répondre collectivement au déficit croissant de confiance entre les citoyens et vis-à-vis de leurs institutions. Si cet échange a amorcé l'exploration de ces thèmes cruciaux, le temps imparti ne nous a pas permis d'approfondir pleinement les stratégies concrètes de mise en œuvre.

Depuis la perspective de 2025, l'urgence de renforcer l'agenda JPS est plus pressante que jamais. Nous faisons face à la convergence de plusieurs défis majeurs : l'augmentation du coût de la vie, l'aggravation des polarisations sociales, des coupes drastiques dans l'aide au développement, une dépendance excessive aux approches militaires pour instaurer la paix, un rétrécissement accéléré de l'espace civique, et une crise profonde de confiance dans les institutions démocratiques. Cette crise est exacerbée par l'application inégale du droit international et des principes de l'ordre fondé sur des règles, où les normes de justice et de responsabilité varient considérablement d'un pays à l'autre. Et pourtant, paradoxalement, cette période de bouleversements sans précédent constitue une opportunité unique pour que l'agenda JPS émerge comme un catalyseur de rapprochement, en proposant un cadre propice à la coopération renouvelée et au rétablissement de la confiance entre les générations, les sociétés et les institutions.

La Communauté de pratiques sur les PAN JPS², soutenue par le gouvernement finlandais, illustre parfaitement comment transformer ces défis en opportunités. Elle constitue une plateforme essentielle d'apprentissage mutuel et de collaboration entre pays, permettant aux représentants gouvernementaux, aux jeunes leaders et aux autres parties prenantes de partager leurs expériences et de renforcer leur compréhension commune. Plutôt que de multiplier les activités insuffisamment financées, les PAN JPS offrent un cadre stratégique pour harmoniser et coordonner les politiques, programmes et services existants aux niveaux national et local – en maximisant leur impact grâce à la cohérence plutôt qu'à la concurrence.

REFLECTIONS ON

THE IDPS EXCHANGE ON YOUTH, PEACE AND SECURITY by SAJI PRELIS [*Search for Common Ground*]

2/2

Cet échange a renforcé ma conviction que la véritable force de l'agenda JPS réside dans son approche centrée sur l'humain et sa capacité à rassembler au-delà des lignes de fracture, tout en fournissant un mécanisme concret de coordination des efforts et des ressources.

Plusieurs axes d'amélioration sont apparus au cours de cet échange. Le format de ce type de rencontres mérite d'être repensé afin de privilégier un dialogue authentique et une véritable délibération, plutôt que des sessions trop chargées en présentations. Alors que les occasions d'échanges en présentiel se raréfient, nous devons maximiser ces moments pour favoriser une écoute et un apprentissage sincères, centrés sur l'humain, entre générations et secteurs.

Le contexte mondial actuel, marqué par la réduction des financements et des ressources, bien que contraignant, constitue également une opportunité de forger des collaborations inédites. En nous inspirant du cadre universel des signes vitaux développé par l'Organisation mondiale de la santé³, nous pourrions adopter une approche similaire pour évaluer le bien-être sociétal à travers cinq indicateurs essentiels : le sentiment de pouvoir d'agir, la confiance dans les institutions, la confiance entre les personnes, la sécurité, et la répartition des ressources. De la même manière que les signes vitaux fournissent des indicateurs universels de santé humaine, ces indicateurs sociaux fondés sur des données probantes – issus d'une décennie de recherche rigoureuse – offrent un cadre objectif pour mesurer les progrès vers une société plus juste, pacifique et en bonne santé. L'agenda JPS peut servir de tremplin pour la mise en œuvre de ce cadre tout en favorisant la confiance intergénérationnelle et la coopération institutionnelle, ce qui est particulièrement crucial dans le paysage international fragmenté actuel.

En suivant ces indicateurs, nous pourrions non seulement respecter les engagements des ODD, mais aussi permettre aux communautés de constater leur propre pouvoir d'action dans la création d'un changement positif. Et surtout, cette approche garantit que les jeunes se sentent réellement vus, entendus et valorisés en tant que partenaires essentiels du processus de paix et de développement.

- Passer d'approches centrées sur le produit final à des démarches orientées vers le processus, fondées sur la confiance et la collaboration intergénérationnelle, pour un impact collectif
- Tirer parti de la rareté des ressources comme levier pour stimuler l'innovation collaborative et une meilleure coordination intersectorielle
- Privilégier un engagement stratégique de long terme plutôt que des résultats rapides
- Renforcer les liens entre les initiatives locales portées par la jeunesse et les cadres nationaux/internationaux
- Adopter le cadre des signes vitaux pour la paix afin de mesurer les progrès et les impacts de manière cohérente entre les secteurs

Cet échange a confirmé que l'agenda JPS ne se résume pas à l'inclusion des jeunes – il s'agit de transformer en profondeur notre manière d'envisager la paix et la sécurité dans un monde de plus en plus complexe. Alors que nous affrontons les défis de 2025, les principes et pratiques discutés à Amman revêtent une importance accrue pour bâtir un avenir plus inclusif et pacifique.

3. Voir *Peace Impact Framework*: <https://cnxus.org/peace-impact-framework/>



RÉFLEXIONS SUR

LE DIALOGUE IDPS SUR L'AFRIQUE DE L'OUEST CÔTIÈRE avec CLAIRE REGINA AMEYO QUENUM [Association Floraison, Togo]



Le 1er avril, le Secrétariat de la CSPPS a rencontré Claire Regina Améyo Quenum de l'organisation focale du Togo Association Floraison afin de revenir sur le Dialogue régional de l'IDPS sur l'Afrique de l'Ouest côtière, qui a eu lieu fin mars 2024 à Accra, au Ghana. **L'objectif du Dialogue était de rassembler une diversité d'acteurs de la consolidation de la paix de la région afin de favoriser des approches innovantes et des initiatives locales en matière de prévention, de consolidation de la paix et de renforcement de la résilience.**

Claire a souligné l'importance capitale de la résolution des conflits menée localement pour garantir la stabilité dans des environnements fragiles et sujets aux conflits. Elle a insisté sur le fait que les approches enracinées localement non seulement reflètent les réalités des communautés, mais offrent également des solutions durables pour la paix. Dans cette optique, elle a plaidé pour investir dans une analyse approfondie du contexte afin de mieux comprendre les conflits et de concevoir des solutions adaptées localement.

Comme le Dialogue visait à encourager des approches locales, des échanges d'apprentissage croisé ont été organisés pour promouvoir le partage de connaissances et d'expériences. Dans ce cadre, Claire a participé à plusieurs sessions, bien qu'elle ait été particulièrement sensible aux discussions sur l'avancement de la consolidation de la paix inclusive en matière de genre. Un an plus tard, elle a à nouveau souligné son engagement, ainsi que celui de la société civile, à impliquer les femmes locales dans les processus de consolidation de la paix. Elle a insisté sur le fait que l'autonomisation des femmes était cruciale pour parvenir à une résolution des conflits.

« Les femmes jouent un rôle clé dans la résolution des conflits et ont beaucoup à apporter dans la région de l'Afrique de l'Ouest côtière. Elles agissent non seulement en tant que médiatrices pendant les conflits, mais aussi en tant que véritables libératrices et résolutrices de problèmes dans les zones fragiles. »

Claire a retenu l'importance d'améliorer les systèmes de gouvernance réactifs et d'accroître l'engagement politique. En conclusion de la discussion, elle a souligné que l'action collective des OSC est cruciale pour surmonter les obstacles à la paix, les efforts devant être inclusifs et menés localement, surtout compte tenu du contexte actuel en Afrique de l'Ouest côtière.





AMPLIFIER
AMPLIFIER
AMPLIFIER
AMPLIFIER
AMPLIFIER

AMPLIFIER

L'objectif de cette partie est de mettre en lumière un ensemble d'activités entreprises par la CSPPS au cours de l'année écoulée pour continuer à amplifier les voix de celles et ceux qui œuvrent dans des contextes de conflit et de fragilité. Nous croyons fermement que leur expérience mérite d'être entendue et partagée, car ils possèdent une compréhension approfondie des dynamiques locales et des réalités de terrain. Notre objectif est de les inclure dans les discussions internationales, les forums de haut niveau et les processus décisionnels liés à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix. Dans le contexte actuel, les restrictions mondiales et la réduction de l'espace civique entravent encore davantage la capacité des organisations de la société civile à se faire entendre. Fidèle à ces principes et afin de soutenir les artisans locaux de la paix face à ces défis, la CSPPS a poursuivi, tout au long de 2024, ses efforts pour offrir à ses membres des plateformes élargies où partager leurs expériences et expertises, les inviter à des événements clés et les inclure dans divers projets.

CAMPAGNE VOIX DE L'ODD16

«Voix de l'ODD+ : Histoires pour une action mondiale» est une campagne vidéo collaborative visant à mettre en lumière le travail important de la société civile autour de l'ODD16+ à l'échelle mondiale, dans le cadre du Forum politique de haut niveau (FPHN) des Nations Unies. Dans cette initiative, des individus et des OSC sont invités à soumettre de courtes vidéos présentant leurs «histoires» de bonnes pratiques et d'efforts menés aux niveaux local et national pour faire progresser l'ODD16+. L'édition 2024, la sixième du genre, s'est articulée autour du thème: «Renforcer l'action pour l'ODD16+ en temps de crises convergentes». Un événement parallèle a eu lieu le 10 juillet 2024 lors du HLPF, au cours duquel plusieurs vidéos ont été présentées, notamment celles de la Fondation IDEO (Haïti), Norsaac (Ghana), Speak Out Africa Initiative (Nigeria), JAMAA (République Démocratique du Congo), Fundación Sueños y Huellas (Colombie) et Wahana Visi (Indonésie). Les vidéos sélectionnées sont disponibles sur notre chaîne [YouTube](#).



PODCAST PEACE CORNER

Le podcast «Peace Corner» est une initiative portée par des stagiaires et des jeunes, offrant aux bâtisseurs de paix du monde entier une plateforme pour partager leurs histoires, leurs parcours personnels, leurs défis et les solutions qu'ils ont développées, du niveau local au niveau international. En 2024, les stagiaires de CSPPS et du Réseau Uni des jeunes bâtisseurs de la paix (UNOY) ont contribué à la huitième saison du podcast, intitulée «CTRL + Paix: Naviguer dans l'ère numérique». Cette saison a vu Suvetha Suthan, Léna Noel, Gabrielle Arnaud, Charlotte Le Faucheur et Tifaine Amiotte-Suchet enregistrer un épisode chacun, explorant les liens entre les technologies et la consolidation de la paix: migrations et numérique, utilisation des nouvelles technologies pour la paix, ou encore le concept de cyberjustice. Tous les épisodes du podcast sont disponibles sur [Soundcloud](#), [Apple Podcasts](#) et [Spotify](#).



DOCUMENTS D'INFORMATION

Dans le cadre de la mise en œuvre du financement du BMZ (Allemagne), CSPPS a développé des notes de synthèse sur divers thèmes liés à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits, pour illustrer la diversité et la complexité des efforts déployés dans ce domaine. Ces notes présentent les liens entre la consolidation de la paix et d'autres thématiques comme le genre, le changement climatique ou les migrations. Elles s'appuient sur les exemples concrets du travail des membres de CSPPS. En 2024, la première note d'information publiée a porté sur le Nexus entre Genre et Consolidation de la Paix, disponible en français et en anglais.

CSPPS/ MAE NÉERLANDAIS/ KPSRL - VOIES VERS UN CHANGEMENT MENÉ LOCALEMENT : ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET RECOMMANDATIONS



En collaboration avec la Plateforme de connaissance « Sécurité et État de droit » (KPSRL) et le ministère néerlandais des Affaires étrangères, CSPPS a lancé le projet « Unboxing Localisation Trajectory » visant à rassembler et partager des pratiques existantes sur le développement localement mené dans le cadre de l'ODD16+. Le rapport issu de ce travail, publié en juillet et intitulé « Chemins pour un changement mené localement : Leçons et recommandations du parcours Unboxing Localisation », synthétise les conclusions issues des différentes sessions organisées avec les OSC.

TÉMOIGNAGE DES MEMBRES

En 2024, CSPPS a lancé une nouvelle série pour approfondir l'engagement avec ses membres et mettre en avant leurs contributions à la consolidation de la paix. Chaque histoire présente l'un de nos membres, ses missions, activités et projets spécifiques. Ces histoires sont disponibles sur notre page dédiée.

SOUTENIR LA PARTICIPATION SIGNIFICATIVE DES OSC AU PROCESSUS DE REVUE NATIONALE VOLONTAIRE : LE CAS DU SOUDAN DU SUD

Lors du Forum politique de haut niveau (FPHN), la principale plateforme des Nations Unies consacrée au développement durable qui se tient chaque année en juillet à New York, les États-membres ont l'opportunité de faire un rapport volontaire pour faire le point et évaluer les progrès et les défis liés à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) aux niveaux national et infranational. Ce processus s'effectue dans le cadre d'un examen inclusif mené par le gouvernement, appelé Rapport de Revue nationale volontaire (RNV), qui se conclut par la présentation du rapport lors du FPHN.

RÉFLEXIONS SUR

LA REVUE NATIONALE VOLONTAIRE DU SUD SOUDAN avec TABAN A. CHRISTOPHER [*Vision for Generation*]



Dans quel contexte la consultation a-t-elle eu lieu ?

En 2024, le Gouvernement de la République du Soudan du Sud a conduit le tout premier Revue nationale volontaire (RNV) du pays. Cet exercice, piloté par le gouvernement, visait à évaluer les progrès et les défis liés à la mise en œuvre de l'ODD 16. Il s'est déroulé dans un esprit d'inclusivité, en étroite concertation avec la société civile, notamment avec l'organisation Vision for Generation (V4G).

Qu'est-ce qui a motivé V4G à participer à ce processus ?

V4G a été motivée par son expérience acquise lors du processus de RNV au Soudan du Sud. Il était essentiel pour l'organisation de consolider son rôle en tant qu'acteur de consolidation de la paix, engagé en faveur d'une paix inclusive, d'une justice équitable et d'un processus démocratique fondé sur la redevabilité. Plus encore, la mise en œuvre de l'accord de paix reste fragile dans le pays. Il était donc crucial d'évaluer l'état d'avancement de cet accord dans le cadre de l'ODD 16, d'identifier les obstacles potentiels et d'estimer l'influence que V4G – ainsi que d'autres organisations de la société civile – pourraient exercer.

Les fréquentes défaillances du système judiciaire au Soudan du Sud constituent une réalité bien visible, ce qui a poussé l'équipe à évaluer et analyser l'état de sa mise en œuvre. La faiblesse des institutions empêche l'émergence d'un système judiciaire efficace : la prestation de services est déficiente et la mise en œuvre des politiques reste embryonnaire. Ces enjeux méritaient d'être examinés. Par ailleurs, la disponibilité de ressources humaines qualifiées, ainsi que la forte motivation et la cohésion de l'équipe de la société civile, ont également été des facteurs moteurs pour V4G.

Comment le processus de consultation s'est-il déroulé, et quel a été le rôle de V4G ?

Les organisations de la société civile se sont réunies à plusieurs reprises lors de réunions consultatives afin de convenir d'une feuille de route, de planifier et de mettre en place un comité opérationnel chargé de piloter le processus. Plusieurs consultations ont eu lieu, à la fois en présentiel (à Juba) et en ligne. V4G a été au cœur de l'ensemble du processus : coordination, planification, organisation, suivi et élaboration des rapports.

Ce rôle central a renforcé l'intégrité, la réputation et les relations entre V4G, les autres organisations de la société civile et le gouvernement. V4G a également assuré la coordination des membres de la société civile dont les domaines thématiques et les expertises relevaient de l'ODD 16. Le processus a bénéficié d'un soutien financier d'Oxfam, du CSPPS, et du Women Peace International Center dans le cadre du programme Just Future.

Quels ont été les principaux résultats de ce processus au niveau international ?

Le processus de RNV a été marqué par une restitution et la soumission d'un rapport alternatif, rédigé par la société civile à l'attention du gouvernement, ainsi que par une présentation effectuée par un représentant de la société civile lors du FPHN à New York, en juillet 2024. La majorité des recommandations clés relatives à l'ODD 16, que le gouvernement a présentées lors de ce forum, ont d'ailleurs été extraites directement du rapport alternatif produit par les organisations de la société civile.

Comment la RNV a-t-il contribué à renforcer la collaboration entre V4G et les différents acteurs impliqués dans le processus ?

L'engagement et la détermination de l'équipe pays de la CSPPS ont été à la fois une source d'inspiration et de motivation. Tout au long de ce processus, l'ampleur du plaidoyer et des efforts d'influence a été amplifiée par des conférences de presse, des réunions et des forums publics – constituant ainsi une nouvelle étape significative. Grâce à cette collaboration renforcée, le processus de RNV a permis d'améliorer la coordination entre les organisations de la société civile et les ministères concernés. À cet égard, il a établi un précédent important en matière d'engagement parallèle pour la première fois.

La direction de ce processus nous a également permis d'accroître notre influence dans certains espaces décisionnels ; par exemple, des membres du pays ont été invités à partager leur expérience lors de la réunion d'évaluation conduite par le gouvernement. La relation déjà solide avec les ministères mentionnés n'a jamais été un frein à notre action. La cohésion de l'équipe, la coordination à l'échelle nationale et le partage d'informations étaient pleinement alignés avec nos efforts de plaidoyer et de sensibilisation – bien que des messages communs n'aient pas encore été formellement élaborés.



INFLUENCER

INFLUENCER
INFLUENCER
INFLUENCER
INFLUENCER

INFLUENCER

En 2024, la CSPPS s'est activement engagé dans une série d'événements de haut niveau afin de forger des stratégies collectives, renforcer les partenariats et aligner les priorités pour les années à venir. Avec un objectif clair centré sur l'ODD 16+ et l'Agenda 2030, la CSPPS poursuit son plaidoyer sur la scène internationale. Nous avons continué de défendre une approche inclusive de la consolidation de la paix, exigé un espace civique élargi et appelé à des engagements audacieux et transformateurs, plaçant les voix locales au cœur de l'action mondiale.

CONFÉRENCE ANNUELLE 2024 DE LA CSPPS À BERLIN

Dans un monde de plus en plus instable et incertain, le CSPPS a réuni ses membres lors de sa Conférence annuelle 2024 intitulée « Renforcer la société civile dans un monde instable », durant la première semaine de juin, afin de discuter des stratégies pour renforcer la résilience et les efforts de consolidation de la paix. Les objectifs étaient de rassembler les membres, encourager les relations et partenariats entre eux, définir et consolider les priorités stratégiques de la Plateforme pour les deux années à venir, identifier des opportunités de collaboration avec l'IDPS et les partenaires du BMZ, et partager des réflexions sur l'état actuel de l'ODD 16 dans les pays membres de la CSPPS.

Au cours de cette semaine, un événement parallèle de la CSPPS s'est tenu dans le cadre du Forum FriEnt sur la consolidation de la paix 2024, autour du thème : « Comment construire un nouveau climat de paix ? ». Des intervenants issus de la société civile et des gouvernements ont participé à une discussion de type "Davos" pour partager perspectives et solutions concrètes en vue de recentrer le pouvoir dans un environnement propice à une paix durable. Les représentants de la CSPPS y ont partagé leur expertise et démontré que des méthodes de consolidation de la paix moins conventionnelles peuvent générer un impact significatif.

Dans ce contexte, la Plateforme a publié la Déclaration de Berlin, soulignant l'importance d'agir pour l'Agenda 2030 (notamment l'ODD 16) et de reconnaître la valeur unique du Dialogue international sur la consolidation de la paix et la construction de l'État (IDPS).



RÉFLEXIONS SUR

LA CONFÉRENCE ANNUELLE 2024 DE LA CSPPS avec KASSEM ISTANBOULI [*Tiro Association, Lebanon*]



En revenant sur son expérience, Kassem Istambouli a partagé que la Conférence a renouvelé sa vision de son engagement au sein de la Plateforme. C'était la première fois qu'il rencontrait les membres de la CSPPS en personne, ce qui lui a permis d'avoir des échanges significatifs et de tisser des liens authentiques. Il a souligné que la rencontre en présentiel a fait toute la différence et a posé les bases d'une future collaboration plus solide. Ces interactions personnelles ont, selon lui, renforcé son sentiment d'appartenance au réseau, bien au-delà des relations plus distantes nouées lors des réunions en ligne précédentes.

Il a rappelé qu'il existe de nombreuses voies pour construire la paix. Originaire du Liban, et dans le contexte de l'aggravation des situations à Gaza et au Liban, il a estimé essentiel de partager des expériences et des perspectives. Tout en reconnaissant que des petites organisations comme la sienne peuvent contribuer aux efforts de paix, il a également insisté sur le fait que les principaux obstacles résident toujours au niveau du pouvoir politique. Il a exprimé la nécessité de continuer à faire pression sur les gouvernements, tout en travaillant simultanément à l'échelle locale pour favoriser la paix.

À propos du Forum Frient sur la consolidation de la paix, Kassem a particulièrement apprécié les éléments interactifs et participatifs de l'événement. Il a mentionné un projet vidéo qui capturerait la vision de la paix des membres, et a trouvé particulièrement inspirants les partages d'expérience – notamment ceux des membres allemands. Pour lui, chaque rencontre a de la valeur, car il croit fermement qu'aucun changement positif ne peut avoir lieu sans une action collective pour la paix.

En regardant vers l'avenir, Kassem a souligné l'importance de maintenir la dynamique et de renforcer la collaboration. Il a indiqué que travailler avec d'autres membres peut permettre d'amplifier leur voix et de renforcer leur impact.

Faire partie du réseau CSPPS, dit-il, leur offre désormais une plateforme plus solide et davantage d'opportunités pour établir des connexions au niveau international.

En revenant sur l'année écoulée, il a affirmé que l'adhésion à la CSPPS a été très bénéfique pour Tiro Association. Cela a renforcé l'organisation, ouvert des canaux de dialogue et facilité de nouveaux partenariats. À son tour, cela leur a permis d'impliquer d'autres acteurs et de bâtir une force collective. Concernant les priorités de Tiro Association pour l'année à venir, Kassem a confirmé l'engagement de son organisation à utiliser son appartenance à la CSPPS pour promouvoir le dialogue, mener des initiatives de consolidation de la paix et encourager la coopération régionale – en particulier dans un contexte marqué par des conflits et une instabilité croissants. Il a également exprimé le souhait d'une collaboration continue et d'un renforcement des efforts de plaidoyer communs entre les membres de la Plateforme.



SOUTENIR L'AVANCÉE VERS DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES, JUSTES ET INCLUSIVES

L'année 2024 a marqué un tournant pour l'ODD 16, examiné dans le cadre du Forum politique de haut niveau (FPHN). La CSPPS a œuvré, avec la Coalition mondiale pour l'ODD 16 et d'autres partenaires, à plaider pour des sociétés plus pacifiques, justes et inclusives, y compris au sein des Nations Unies. Dans ce cadre, le CSPPS a co-organisé une série de tables rondes informelles ODD 16+ en marge de plusieurs forums mondiaux tout au long de l'année : le Forum sur la fragilité de la Banque mondiale, la Conférence sur l'ODD 16, le FPHN, l'Assemblée générale de l'ONU (AGNU), ainsi que la 2ème session du Comité préparatoire de la Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4). Ces discussions visaient à identifier et surmonter les obstacles, catalyser des engagements politiques, et renforcer le soutien à l'engagement de la société civile dans la mise en œuvre de l'ODD 16 et au-delà. Les sessions ont permis d'aborder des thèmes tels que : la nécessité d'un financement innovant et accru, l'autonomisation du leadership local, l'intégration de l'ODD 16+ dans tous les secteurs, le renforcement des mécanismes de redevabilité, et l'inclusivité dans la prise de décision.

La CSPPS est également resté acteur central de la Conférence sur l'ODD 16, organisée par la Mission permanente de l'Italie, le DAES de l'ONU et l'IDLO. Cette conférence, tenue au siège des Nations Unies à New York, a réuni des représentants gouvernementaux, des organisations internationales, la société civile et le monde universitaire pour réfléchir aux moyens de remettre l'ODD 16 sur la bonne voie. Comme les années précédentes, et en partenariat avec le réseau TAP, la Plateforme a coordonné les contributions de la société civile pour rédiger la cinquième version de la Déclaration de la société civile de Rome sur l'ODD 16+, intitulée « Au-delà de la rhétorique : Assurer l'ODD 16+ pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives ». La déclaration appelle à une approche plus globale et urgente et propose des recommandations concrètes dans cinq domaines clés nécessitant une action immédiate et un engagement sincère.



Lors du FPHN 2024, les pays ont présenté leurs progrès vers les objectifs de l'Agenda 2030. Le Secrétariat du CSPPS et plusieurs de ses membres ont activement participé aux discussions et assisté à plusieurs événements organisés par la communauté ODD 16 et au-delà. Les États membres, agences onusiennes et représentants de la société civile ont partagé leurs efforts pour faire progresser l'ODD 16 aux niveaux national et international. Les échanges ont mis en évidence le rôle essentiel de la société civile dans les processus de l'ONU, et l'importance croissante du récit et des témoignages comme moyens de valoriser les initiatives concrètes et les progrès tangibles au niveau local et national.

PLAIDOYER POUR UNE INCLUSION SIGNIFICATIVE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AUX NATIONS UNIES

En septembre, en marge de l'AGNU, la CSPPS, en collaboration avec des partenaires de la **Coalition mondiale SDG16+**, a co organisé un événement parallèle de haut niveau intitulé « Paix, Justice et Institutions Inclusives pour un Avenir Durable pour Tous ». L'événement, accueilli par la Mission permanente du Luxembourg auprès des Nations Unies, a réuni des ministres, des partenaires donateurs, des praticiens et des représentants de la société civile. Son objectif était de revitaliser les efforts mondiaux pour atteindre l'ODD16+, de promouvoir des solutions innovantes et de renforcer les engagements en faveur de la paix, de la justice, de l'égalité, de l'inclusion et de la gouvernance démocratique en tant que fondements essentiels du développement durable.

Lors de l'Assemblée générale, le Secrétariat de la CSPPS a également participé au **Sommet pour l'Avenir**. Cet événement visait à rassembler les dirigeants mondiaux, la société civile, le secteur privé et d'autres parties prenantes pour forger un nouveau consensus international sur la manière d'aborder les problèmes actuels et de garantir un avenir sûr. À cette occasion, la CSPPS a co organisé un événement parallèle le 21 septembre avec le Groupe de la Banque africaine de développement, Finance for Peace, le PNUDPA et Interpeace sur le thème « Investir dans la Prévention : Accélérer l'Action pour les Institutions Financières de Développement ». La discussion a exploré comment mettre en œuvre l'agenda pour la paix, le rôle des institutions financières internationales en tant qu'agents de la paix et le rôle des partenariats multipartites pour investir efficacement dans la prévention et l'extension de la paix par des investissements favorables à la paix.

2ÈME DIALOGUE NU-OSC

Dans un effort pour porter la voix de la société civile aux Nations Unies, la CSPPS a invité ses membres à participer au 2e [Dialogue annuel des OSC-ONU](#) sur la consolidation de la paix. Organisé en décembre, l'événement a réuni la société civile, des représentants de l'ONU et des États membres pour aborder les défis urgents de la consolidation de la paix. Face aux crises mondiales croissantes, l'événement a souligné l'importance de partenariats inclusifs, de la construction de la confiance et d'une participation significative de la société civile à tous les niveaux. Les membres de la CSPPS ont contribué à des idées sur l'amélioration de la prévention des conflits et de l'efficacité de la consolidation de la paix. Les intervenants ont souligné le rôle vital de la société civile pour faire face à la violence croissante, insistant sur la nécessité d'un leadership fort, de collaboration et de stratégies spécifiques au contexte et sensibles aux conflits. La CSPPS a salué la création d'une coalition d'impact sur la consolidation de la paix et a appelé à ce que les engagements du Pacte pour l'Avenir conduisent à des actions concrètes, y compris de meilleurs partenariats et des solutions de financement.

REFLEXIONS SUR

CONFÉRENCE ANNUELLE 2024 DE PLATEFORME DE CONNAISSANCE "SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT" par VINCENT AZUMAH [WANEP]



En novembre, la CSPPS s'est rendu à Dakar, au Sénégal, pour participer à la conférence annuelle de la Plateforme de connaissance sur la sécurité et l'État de droit (KPAC24), placée sous le thème : « Restaurer la confiance, apaiser le pouvoir, connecter les réalités ». La KPAC24 était coorganisée par l'Institut de Gorée et le REPAOC [Point focal de la CSPPS au Ghana].

La Conférence annuelle 2024 de KPAC, coorganisée par la CSPPS à Dakar (Sénégal) en novembre 2024, a constitué une véritable plateforme d'échanges d'idées et de leçons pour renforcer le réseautage au service du travail des organisations de la société civile à travers l'Afrique de l'Ouest. En particulier, la session modérée par la CSPPS et consacrée aux « Restrictions des libertés et à la fermeture de l'espace civique en Afrique de l'Ouest » a permis de mettre en lumière des enjeux cruciaux qui appellent non seulement une attention soutenue, mais aussi un suivi structuré, afin de maintenir ces questions au centre des préoccupations de la société civile et des bailleurs de fonds. Bien que cette session ait été de courte durée et qu'elle aurait gagné à être mieux valorisée, elle s'est révélée être l'une des plus riches et des plus pertinentes, en mettant en évidence les dynamiques à l'échelle communautaire, nationale et régionale.

Les atteintes à la liberté d'expression, l'auto-censure croissante et la mise sous silence apparente des organisations de la société civile sont des phénomènes bien plus répandus qu'on ne le pensait. La conférence a clairement exposé les répercussions régionales de ces tendances sur l'inclusivité, les processus électoraux et le recul de la démocratie.

La conférence, ainsi que ses nombreux événements parallèles, ont également favorisé le réseautage et ouvert des espaces de dialogue, de collaboration et de coordination entre organisations partageant des objectifs similaires. Ces échanges prometteurs doivent désormais être poursuivis et structurés pour produire des résultats concrets. Dans cette optique, le réseautage autour des thématiques de la jeunesse, des femmes, et de l'inclusion des groupes vulnérables et marginalisés dans les processus décisionnels constitue un levier majeur pour fédérer un grand nombre d'acteurs dans la région. Il est tout aussi crucial de mettre en place un mécanisme de suivi, afin de capitaliser sur le potentiel que ce réseautage peut générer. L'une des principales raisons pour lesquelles la conférence doit capitaliser sur la richesse des idées et des discussions afin de consolider un réseau plus solide d'organisations de la société civile, réside dans l'importance cruciale de la préservation de l'espace civique.

La conférence a clairement établi que cet espace est essentiel à la protection des droits, au renforcement de la cohésion sociale et à la consolidation de la démocratie dans une région en proie à des menaces croissantes – non seulement contre les systèmes démocratiques, mais aussi contre la vie et les moyens de subsistance des populations pauvres, vulnérables et exclues.

La préservation de l'espace civique en Afrique de l'Ouest favorisera également l'engagement des citoyens dans l'activisme, le développement communautaire, le plaidoyer, et, de manière plus générale, dans la promotion d'une gouvernance inclusive, de la consolidation de la paix, de la prise de décision participative, et du progrès social. Cela s'est illustré de manière significative lorsque des organisations de la société civile ont contribué à mettre fin à la guerre au Libéria – l'un des conflits les plus atroces de l'histoire contemporaine.

Protéger l'espace civique permettra également de mettre en place des mécanismes résilients et durables capables de résister aux restrictions croissantes des libertés fondamentales, aux intimidations et harcèlements, à la violence, au terrorisme, ainsi qu'aux atteintes aux droits numériques telles que la censure, la surveillance ou les violations de la protection des données.

Cependant, la préservation de l'espace civique a un coût. Elle exige la mise en œuvre de formations ciblées sur la conception et le fonctionnement de systèmes d'alerte précoce et de réponse rapide, de programmes de renforcement des capacités, y compris des échanges d'expériences, ainsi que le développement de nouveaux dispositifs de protection numérique et l'amélioration de ceux existants. Il convient également de soutenir la recherche et la production de connaissances dans un contexte en constante évolution. Ces actions et processus ne doivent pas être ponctuels, mais bien poursuivis dans la durée et dotés de ressources suffisantes pour garantir la protection et la promotion des libertés fondamentales, de la prise de décision démocratique inclusive et de la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest.

POURSUITE ET RENFORCEMENT DU PARTENARIAT STRATÉGIQUE AVEC L'ALLEMAGNE

En janvier 2024, l'accord de partenariat entre Cordaid (au nom de la CSPPS) et le **ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)** a été approuvé et signé par les deux parties, ouvrant ainsi la voie à la mise en œuvre des activités prévues. CSPPS se réjouit de ce soutien continu et du partenariat solide avec le gouvernement allemand.

Ce partenariat fournit à la Plateforme l'appui nécessaire pour remplir ses fonctions essentielles : coordonner un réseau mondial d'organisations de la société civile œuvrant pour la consolidation de la paix et la prévention des conflits dans des contextes fragiles ou affectés par les conflits. Ce partenariat témoigne également de l'engagement de l'Allemagne en faveur du rôle de la société civile dans les dialogues politiques internationaux. En tant que CSPPS, nous nous réjouissons de collaborer avec le BMZ et d'autres départements pour plaider en faveur de la consolidation de la paix, de la prévention des conflits et du rôle crucial de la société civile dans ces domaines. La Plateforme espère poursuivre ce partenariat en 2025 et renforcer davantage sa collaboration avec le gouvernement allemand sur des questions d'intérêt commun, notamment l'égalité de genre, le changement climatique, la migration, la santé et la préparation face aux pandémies, la sécurité alimentaire, ou encore la numérisation.



Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development

ACTUALITÉS DE NOS MEMBRES

REPAOC [SENEGAL]

La coalition régionale sénégalaise, REPAOC, a été admise au sein du Comité société civile de la Banque africaine de développement (BAD) pour la période 2024-2026, afin d'y représenter la société civile de l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. REPAOC a également été invitée à coprésider la conférence annuelle 2024 de la Knowledge Platform on Security and Rule of Law (KPAC24) [voir p. 34].

ESPACES VERTS SAHEL [TCHAD]

Joël Yodoyman a développé un projet intitulé « Graines de Paix », qui vise à promouvoir l'éducation à la citoyenneté et au développement durable afin d'en faire un levier de paix et de développement. Le projet entend également contribuer au renforcement de la stratégie nationale de promotion civique, tout en outillant les jeunes Tchadiens pour qu'ils deviennent des acteurs majeurs de l'engagement citoyen et de la consolidation de l'unité nationale. Vous pouvez en apprendre davantage sur cette initiative inspirante ici.

TIRO ASSOCIATION FOR ARTS [LIBAN]

TAA a lancé une campagne de financement participatif en faveur de la paix et des enfants, intitulée « Le Bus de la Paix – Formation pour les enfants déplacés par la guerre au Liban ». Cette initiative vise à recueillir des fonds pour permettre au Bus de la Paix de continuer à transporter des enfants vers des lieux et des ateliers où ils peuvent évoluer dans un environnement sûr, s'exprimer librement, jouer, apprendre et profiter de moments de partage avec d'autres.

POSITIVE PEACE ETHIOPIA

En juillet, PPE a signé un protocole d'accord (MoU) avec le ministère de la Paix de la République fédérale démocratique d'Éthiopie. Cet accord constitue une étape majeure dans le parcours de PPE en faveur de la promotion de la paix et du développement en Éthiopie. PPE s'est également vu attribuer, en novembre dernier, le programme d'ActionAid intitulé « Youth-Led Peace Weavers of Tigray ». Ce programme s'adresse aux jeunes et aux femmes à travers des ateliers de consolidation de la paix, des campagnes sur les réseaux sociaux et des dialogues interrégionaux portant sur la désinformation, la guérison des traumatismes et la résolution des conflits.

ACTUALITÉS DE NOS MEMBRES

RAYONS DE SOLEIL [CAMEROUN]

Fidèle Djebba a été élue en août présidente nationale du Conseil national pour l'éducation populaire au Cameroun. Nous lui adressons toutes nos félicitations et nos meilleurs vœux de réussite dans l'exercice de ses nouvelles fonctions.

AJCAD [MALI]

Adama Dicko a été lauréate du Mandela Washington Fellowship for Young African Leaders – un programme du Département d'État des États-Unis. Nous lui adressons nos sincères félicitations pour cette remarquable distinction !

AFGHAN FOR PROGRESSIVE THINKING

APT a publié une série d'articles dans lesquels 30 jeunes femmes partagent leurs voix et leurs expériences pour raconter des histoires saisissantes et sensibiliser à la réalité de leur pays. Ces récits décrivent comment le régime taliban a progressivement privé les femmes de leurs droits fondamentaux, allant jusqu'à leur interdire récemment de s'exprimer ou de se parler en dehors de leur domicile. Vous pouvez retrouver cette collection d'articles [ici](#). Nous vous encourageons vivement à lire ces témoignages et à les partager largement (X, Instagram, LinkedIn) afin de contribuer à amplifier encore davantage leurs voix.

PERSPECTIVES STRATÉGIQUES POUR 2025

L'année 2025 s'annonce comme un tournant décisif pour la CSPPS et, plus largement, pour la société civile engagée dans la consolidation de la paix. Alors que les crises, les tensions et les conflits armés continuent de s'intensifier, de nombreux États choisissent de privilégier le réarmement de leurs forces armées nationales, souvent au détriment des initiatives de consolidation de la paix et de prévention des conflits. Dans ce contexte, obtenir des financements et établir de nouveaux partenariats devient plus crucial que jamais pour assurer la pérennité des efforts en cours.

Cette évolution des priorités a de lourdes conséquences pour le secteur de la consolidation de la paix dans son ensemble. Les ONG internationales et locales peinent à faire avancer leurs missions face aux coupes budgétaires généralisées et à la diminution du soutien institutionnel. La suppression de l'aide au développement met en péril la promotion de sociétés pacifiques, justes et inclusives, en négligeant la complémentarité nécessaire entre les différents types d'engagements et de financements pour réduire les menaces.

Dans ce contexte en mutation, il est essentiel de porter une attention particulière aux acteurs locaux, qui sont en première ligne pour répondre aux conflits et les résoudre. Notre travail sur l'ODD 16 est, à ce titre, plus pertinent que jamais. Il est impératif de concentrer nos efforts sur la promotion de sociétés pacifiques, justes et inclusives, où les institutions fonctionnent de manière réactive et efficace.

En 2025, la CSPPS entend poursuivre ses actions pour porter la voix de la société civile au niveau des politiques internationales, notamment à travers sa participation active au Dialogue international sur la consolidation de la paix et de l'État, ainsi qu'à d'autres espaces de dialogue stratégique. Nous œuvrerons également à repenser les partenariats, pour qu'ils soient à la hauteur des défis actuels.

Tout au long de l'année à venir, la CSPPS continuera à amplifier la voix des praticiens locaux, et à soutenir celles et ceux qui ne disposent pas de l'espace nécessaire pour faire entendre leur message. Cela passera, entre autres, par les Campagnes de récits autour de l'ODD16+ en partenariat avec d'autres organisations, afin de valoriser le travail des acteurs de terrain œuvrant pour des sociétés plus pacifiques, justes et inclusives. À travers l'initiative « histoires de membres », CSPPS continuera à mettre en lumière les efforts de ses membres en matière de prévention des conflits et de consolidation de la paix, dans le but de renforcer leur visibilité et leur impact.

Par ailleurs, la CSPPS conduira des coalitions pour promouvoir une gouvernance inclusive, veillant à ce que les processus de paix et de prévention soient en phase avec les réalités vécues par les communautés locales. En renforçant l'engagement des acteurs de terrain et les capacités des membres, nous favorisons des solutions localement portées, durables et efficaces.

PERSPECTIVES STRATÉGIQUES POUR 2025

En 2025, la CSPPS poursuivra aussi ses efforts de plaidoyer pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030 à travers des initiatives centrées sur l'ODD16+. À ce titre, la CSPPS jouera un rôle moteur dans la rédaction de la Déclaration de la société civile de Rome sur l'ODD16+ (2025), qui sera présentée aux côtés de partenaires de la société civile lors de la prochaine conférence sur l'ODD16, prévue au siège des Nations Unies à New York. Cette déclaration dressera un état des lieux du contexte actuel, abordant notamment les menaces existentielles pesant sur la société civile, la réduction des financements alloués à la paix et au développement, ainsi que l'escalade des conflits violents. Ce sera l'occasion pour la CSPPS de lancer un appel à l'action et de proposer une série de recommandations pour accélérer et intensifier les efforts autour de l'ODD16+.

Enfin, l'année à venir offrira également l'opportunité à la CSPPS de participer à des événements de réseautage afin de sensibiliser aux défis à venir, mais aussi de partager les avancées et les projets que la CSPPS et ses membres ont portés. Pour concrétiser ces objectifs, la CSPPS s'engage activement dans la recherche de nouveaux partenariats et de moyens de soutien pour assurer le suivi et la mise en œuvre des actions évoquées.

Notre travail en tant que plateforme ne peut s'épanouir que grâce à un soutien à long terme et à un engagement durable. Les projets à venir ne sont que le début d'un effort plus large et soutenu visant à transformer les initiatives mondiales en actions concrètes et porteuses de changement. Ensemble, nous pouvons faire la différence pour bâtir un avenir plus sûr, pacifique et résilient pour toutes et tous.

La Plateforme se réjouit de poursuivre cette aventure à vos côtés.



Dans le cadre de son engagement à répondre aux situations de fragilité, Cordaid accueille la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et de l'État (CSPPS). Le Secrétariat est géré et coordonné par Peter van Sluijs, stratège principal chez Cordaid. Vous trouverez ci-joint les coordonnées pertinentes du Secrétariat et n'hésitez pas à nous contacter pour toute question.

INFO@CSPPS.ORG

**C/O CORDAID GROTE MARKTSTRAAT 45,
2511 BH, LA HAYE, PAYS-BAS**



**CIVIL SOCIETY
PLATFORM**
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING

ÉQUIPE DU SECRÉTARIAT DE LA CSPPS

Peter van Sluijs

Expert en Consolidation de la Paix et Prévention des Conflits
Coordinateur de la CSPPS

Elise Granlie

Experte Junior sur l'Engagement de la Société Civile dans la
Paix et la Justice

STAGIAIRES ACTUELS

Oliver Gyori
Maïa Flamme

STAGIAIRES PRÉCÉDENTS

Camille Panis-Boudin - Virginia Noacco
Tifaine Amiotte-Suchet - Gabrielle Arnaud
Charlotte Le Faucheur
Suvetha Suthan - Léna Noël

**POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONSULTEZ NOTRE SITE INTERNET :
WWW.CSPPS.ORG**

REJOIGNEZ-NOUS SUR :



idps_cspps



CSPPS



CSPPS



cspps_global